

# « Jusqu'à 100 euros l'information » : le policier vendait des renseignements qui alimentaient des boucles Snapchat

Julien Constant

Autrefois chargé de la circulation, ce policier a pris le détour dangereux de la concussion. Quelques verres et quelques clics plus tard, il a glissé vers sa propre perte, acceptant de fournir des informations contre rémunération. Ce gardien de la paix a été mis en examen, le 1er août à Paris, pour « [corruption passive, violation du secret professionnel](#) , détournement de la finalité d'un fichier de données personnelles, détention et transmission frauduleuse de contenus d'un système de traitement de données et association de malfaiteurs ».

L'homme, âgé de 27 ans, travaillait au sein de la direction de l'ordre public et de la circulation (DOPC). Il a été placé sous contrôle judiciaire avec une interdiction d'exercer. Le parquet avait fait appel afin « d'empêcher la concertation avec son commanditaire potentiel ». Mais, jeudi 14 août, la chambre de l'instruction, qui siégeait à huis clos, a confirmé cette décision.

## *Une affaire d'achat d'armes factices*

L'affaire commence en mai à l'occasion d'une enquête sur un achat d'armes factice dans une armurerie. Les fonctionnaires découvrent que [des fichiers de police sont en vente](#) sur le réseau social Snapchat.

Il est question d'informations confidentielles provenant du fichier de traitement des antécédents judiciaires (TAJ), de celui des personnes recherchées (FPR) et enfin du fichier de la base de données des objets et véhicules signalés (FOVS).

Ces informations sont particulièrement utiles pour ceux qui fréquentent les milieux interlopes. [Trafiquants de stupéfiants](#) , de voitures, voleurs, tueurs ou fugitifs peuvent ainsi connaître le niveau de renseignements des forces de l'ordre sur leurs activités ou celles de leurs rivaux. Ces éléments leur servent à préparer leurs coups ou à échapper à la justice.

L'Inspection générale de la police nationale (IGPN) identifie le suspect qui les a récupérées. Il s'agit d'un policier. Un gardien de la paix. « Ces recherches sont toutes traçables. Il faut entrer un code personnel dans le système avant de faire chaque recherche », explique une source proche de l'affaire. Fin juillet, le jeune homme est placé en garde à vue dans les locaux de la police des polices rue des Pyrénées (XXe).

## *Accosté dans un bar pour vendre des informations*

Durant son interrogatoire, il passe aux aveux. Le jeune fonctionnaire, qui était affecté à la surveillance de la voix publique, raconte qu'il a été accosté par un inconnu dans un bar. Ce

dernier lui a proposé un deal : fournir des informations contre rémunération. Après une petite réflexion, le policier accepte. « Ces données sensibles étaient parfois monnayées jusqu'à 100 euros », confirme le parquet de Paris.

Avec le temps, son corrupteur lui donnait moins d'argent. Selon nos informations, l'agent de police aurait répété la manoeuvre à de nombreuses reprises avec son téléphone professionnel « Néo ». Et ce quand il était en service dans la rue, en feignant de vérifier les voitures qui passaient. Mais aussi alors qu'il ne travaillait pas.

Le fonctionnaire corrompu a ainsi signé l'arrêt de sa carrière au sein des forces de l'ordre. Il passera devant la commission de discipline et sera sans doute révoqué. Que fera-t-il en attendant ? L'ex-flic dispose de diplômes dans l'animation auprès des enfants et envisage une reconversion comme directeur de colonie de vacances.

Contactée, son avocate, Me Fatiha Meziani, n'a pas souhaité s'exprimer sur cette procédure couverte par le secret de l'instruction. Pour l'heure, le ou les corrupteurs de son client n'ont pas été identifiés. C'est d'ailleurs tout l'enjeu de l'information judiciaire.

[Cet article est paru dans Le Parisien \(site web\)](#)